

**Sénat de Belgique**

**Session ordinaire 1999-2000**



**2-44**

**Séances plénières  
Jeudi 11 mai 2000**

**Séance du matin**

**Annales**

**Belgische Senaat**

**Gewone Zitting 1999-2000**

**Handelingen**

**Plenaire vergaderingen  
Donderdag 11 mei 2000**

**Ochtendvergadering**

**2-44**

Les **Annales** contiennent le texte intégral des discours dans la langue originale. Ce texte a été approuvé par les orateurs.  
Les traductions - *imprimées en italique* - sont publiées sous la responsabilité du service des Comptes rendus. Pour les interventions longues, la traduction est un résumé.

La pagination mentionne le numéro de la législature depuis la réforme du Sénat en 1995, le numéro de la séance et enfin la pagination proprement dite.

Pour toute commande des Annales et des Questions et Réponses du Sénat et de la Chambre des représentants: Service des Publications de la Chambre des représentants, Place de la Nation 2 à 1008 Bruxelles, tél. 02/549.81.95 ou 549.81.58.

Ces publications sont disponibles gratuitement sur les sites Internet du Sénat et de la Chambre:  
[www.senate.be](http://www.senate.be)    [www.lachambre.be](http://www.lachambre.be)

#### Abréviations - Afkortingen

AGALEV	Anders Gaan Leven
CVP	Christelijke Volkspartij
ECOLO	Écologistes
PRL-FDF-MCC	Parti Réformateur Libéral – Front Démocratique des Francophones - Mouvement des Citoyens pour le Changement
PS	Parti Socialiste
PSC	Parti Social Chrétien
SP	Socialistische Partij
VL. BLOK	Vlaams Blok
VLD	Vlaamse Liberalen en Democraten
VU-ID	Volksunie-ID21

De **Handelingen** bevatten de integrale tekst van de redevoeringen in de oorspronkelijke taal. Deze tekst werd goedgekeurd door de sprekers. De vertaling - *cursief gedrukt* - verschijnt onder de verantwoordelijkheid van de dienst Verslaggeving. Van lange uiteenzettingen is de vertaling een samenvatting.

De nummering bestaat uit het volgnummer van de legislatuur sinds de hervorming van de Senaat in 1995, het volgnummer van de vergadering en de paginering.

Voor bestellingen van Handelingen en Vragen en Antwoorden van Kamer en Senaat:  
Dienst Publicaties Kamer van volksvertegenwoordigers, Natieplein 2 te 1008 Brussel, tel. 02/549.81.95 of 549.81.58.

Deze publicaties zijn gratis beschikbaar op de websites van Senaat en Kamer:  
[www.senate.be](http://www.senate.be)    [www.dekamer.be](http://www.dekamer.be)

## Sommaire

Projet de loi visant à promouvoir la production socialement responsable (Doc. 2-288) (Procédure d'évocation).....	3
Proposition de résolution relative à la production socialement responsable (de M. Marcel Colla, Doc. 2-415) .....	3
Discussion générale .....	3
Proposition de renvoi.....	8
Excusés .....	8

## Inhoudsopgave

Wetsontwerp ter bevordering van sociaal verantwoorde productie (Stuk 2-288) (Evocatieprocedure) .....	3
Voorstel van resolutie over de sociaal verantwoorde productie (van de heer Marcel Colla, Stuk 2-415) .....	3
Algemene bespreking .....	3
Voorstel tot terugzending .....	8
Berichten van verhindering .....	8

### Présidence de M. Jean-Marie Happart, vice-président

*(La séance est ouverte à 10 h 10.)*

### Projet de loi visant à promouvoir la production socialement responsable (Doc. 2-288) (Procédure d'évocation)

### Proposition de résolution relative à la production socialement responsable (de M. Marcel Colla, Doc. 2-415)

#### Discussion générale

**M. le président.** – Je vous propose de joindre la discussion de ce projet de loi et de cette proposition de résolution.  
*(Assentiment)*

**Mme Marie-José Laloy (PS), corapporteuse.** – Je remercie particulièrement le ministre de sa présence. Ce projet, qu'il a repris en cours de travail, a bien évolué au cours des discussions en commission mais mériterait qu'on lui consacre encore une réflexion complémentaire. Je me permets néanmoins de vous présenter le rapport.

Le projet de loi que la commission des Relations extérieures et de la Défense a examiné au cours de cinq réunions était, à l'origine, une proposition de loi instaurant un label en vue de promouvoir un commerce mondial équitable, déposée à la Chambre des représentants sous la législature précédente.

Le projet de loi adopté par la Chambre des représentants et transmis au Sénat, avant les élections législatives, a été relevé de caducité et évoqué par notre assemblée.

Il repose sur une série de principes.

1. Il vise à créer un nouveau cadre légal dans lequel les initiatives privées pourront s'inscrire, à organiser un contrôle et à permettre des sanctions. Le contrôle est un élément essentiel qui doit s'appliquer à toute la chaîne de production.
2. Il promeut une démarche volontariste, car le label doit être développé sur la base de la volonté des entreprises et

### Voorzitter: de heer Jean-Marie Happart, ondervoorzitter

*(De vergadering wordt geopend om 10.10 uur.)*

### Wetsontwerp ter bevordering van sociaal verantwoorde productie (Stuk 2-288) (Evocatieprocedure)

### Voorstel van resolutie over de sociaal verantwoorde productie (van de heer Marcel Colla, Stuk 2-415)

#### Algemene bespreking

**De voorzitter.** – Ik stel voor dit wetsontwerp en dit voorstel van resolutie samen te bespreken. *(Instemming)*

**Mevrouw Marie-José Laloy (PS), corapporteur.** –Ik dank de minister voor zijn aanwezigheid. Hij heeft dit ontwerp van zijn voorganger overgenomen. Het is al goed gevorderd tijdens onze commissiebesprekingen, maar we zouden er nog wat meer tijd aan moeten besteden. Ik zal alleszins het verslag voorstellen.

*Het wetsontwerp dat de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en de Landsverdediging in de loop van vijf vergaderingen heeft onderzocht, was oorspronkelijk het wetsvoorstel tot instelling van een keurmerk ter bevordering van een eerlijke wereldhandel, tijdens de vorige zitting ingediend in de Kamer van Volksvertegenwoordigers.*

*De vóór de parlementsverkiezingen door de Kamer aangenomen en aan de Senaat overgezonden tekst is van verval ontheven en het wetsontwerp is door de Senaat geëvoceerd.*

*Het berust op een aantal principes.*

1. *Het strekt ertoe een nieuw wettelijk kader te creëren waarbinnen privé-initiatieven ontwikkeld kunnen worden, een controle te organiseren en sancties mogelijk te maken. De controle is een essentieel element dat op het hele productieproces moet slaan.*
2. *Het wetsontwerp verkiest een vrijwillige aanpak,*

des consommateurs.

3. Il concerne la production, la consommation et la publicité. Les entreprises ne demanderont évidemment pas le label si elles n'en tirent aucun avantage.
4. Il est en adéquation avec la réglementation européenne.
5. Il permet un étalement dans le temps, car l'objectif visé, à savoir être fondamentalement un projet éthique, nécessite un processus évolutif.

Sur la proposition de plusieurs de ses membres, notre commission a procédé à sept auditions, de manière à entendre aussi bien les représentants des ONG que ceux du monde industriel ou des instances internationales comme l'OIT. Plus précisément, ont été entendus, du côté de la société civile, des représentants de *Fair Trade* ainsi que des Magasins du Monde OXFAM et des *OXFAM Wereldwinkels*. Du côté de l'industrie, nous avons entendu des représentants de fédérations comme la Fedis, Febeltex et Navetex.

Le compte rendu des différentes auditions figure bien entendu au rapport, mais je voudrais plus particulièrement évoquer ce qui a été dit en présence du représentant de l'OIT.

Le débat sur le label social devait avoir lieu, car il rejoint la préoccupation de tous ceux qui se demandent comment atteindre les objectifs de justice sociale dans une économie qui se mondialise de plus en plus.

Le problème s'est encore accentué ces dernières années avec la conclusion des accords de Marrakech, la création de l'OMC, la fin des régimes communistes en Europe centrale et, par conséquent, la fin des monopoles d'État en matière de commerce.

L'OIT a constaté qu'il y avait des limites à l'action des États en tant que partenaires de l'OIT. Le système de l'OIT repose sur des conventions adoptées par la Conférence internationale du travail où chacun des 174 États est représenté par deux délégués gouvernementaux, un délégué représentant les employeurs et un délégué représentant les travailleurs.

Pour que ces conventions aient une force contraignante, elles doivent être adoptées à la majorité des deux tiers et être ratifiées par les États. Toutefois, même quand les États les ont ratifiées, l'OIT doit souvent faire pression sur ceux-ci pour qu'ils respectent leurs engagements.

En réalité, l'OIT repose fondamentalement sur le volontarisme de ses membres. L'organisation estime aujourd'hui qu'il faut aller au-delà de ce volontarisme pour mettre en place une régulation de l'économie mondiale au niveau social, commercial, etc.

Lors des grandes réunions internationales de Singapour, de Genève et de Seattle, l'OIT a été interpellée. Elle a répondu par la voie de l'adoption, le 18 juin 1998, de la Déclaration relative aux principes et droits fondamentaux du travail.

Cette déclaration est une innovation dans la mesure où elle impose aux États des obligations du seul fait de leur appartenance à l'organisation, qu'ils aient ratifié ou non les sept conventions de base.

On considère, dans cette déclaration, que le respect des droits fondamentaux suivants est primordial et qu'il n'entrave pas le développement du commerce international: la liberté

*aangezien het label alleen een succes kan worden als de ondernemingen en de consumenten dat willen.*

3. *Het betreft de productie, de consumptie en de reclame. Ondernemingen zullen het label niet vragen als ze er geen baat bij hebben.*
4. *Het is in overeenstemming met de Europese regelgeving.*
5. *Het staat een spreiding over een bepaalde periode toe, aangezien de beoogde doelstelling, namelijk een ethisch project zijn, een zekere ontwikkeling vergt.*

*Op voorstel van verschillende leden heeft onze commissie zeven hoorzittingen gehouden om zowel de vertegenwoordigers van NGO's te horen als die van het bedrijfsleven en van internationale organisaties zoals de IAO. Uit het middenveld zijn meer bepaald vertegenwoordigers van Fair Trade, van OXFAM Wereldwinkels en van Magasins du Monde OXFAM gehoord. Uit het bedrijfsleven hebben wij vertegenwoordigers van federaties als Fedis, Febeltex en Navetex gehoord.*

*Het verslag van de verschillende hoorzittingen is uiteraard in dit verslag opgenomen, maar ik zou meer bepaald willen vermelden wat gezegd is in aanwezigheid van de vertegenwoordiger van de IAO.*

*Hij vond dat het debat over het sociaal label zeker moet plaatsvinden, want hij deelt de bekommernis van degenen die zich afvragen hoe sociale rechtvaardigheid in een mondiale economie kan worden verwezenlijkt.*

*Het probleem komt de laatste jaren steeds duidelijker naar voren door de sluiting van de akkoorden van Marrakech, de oprichting van de Wereldhandelsorganisatie en door de val van de communistische regimes in Centraal-Europa met als gevolg het einde van de staatsmonopolies op het gebied van de handel.*

*De IAO heeft vastgesteld dat het optreden van de Staten als partners van de IAO grenzen heeft. Het systeem van de IAO berust op conventies die goedgekeurd worden door de Internationale Arbeidsconferentie, waar elk van de 174 Staten vertegenwoordigd wordt door twee regeringsafgevaardigden, van wie de ene de werkgevers en de andere de werknemers vertegenwoordigt.*

*Opdat deze conventies dwingend zijn, moeten ze met een tweederde meerderheid worden goedgekeurd en door de Staten bekrachtigd. Toch moet de IAO, ook als de Staten de conventies bekrachtigd hebben, vaak druk op hen uitoefenen opdat ze hun verbintenissen nakomen.*

*In feite moet de IAO het vooral hebben van de goede wil van zijn leden. De organisatie vindt nu echter dat goede wil alleen niet volstaat om de mondiale economie te regelen op sociaal niveau en op het gebied van de handel, enz.*

*Tijdens de grote internationale bijeenkomsten van Singapour, Genève en Seattle lag de IAO onder vuur. Ze heeft gereageerd door op 18 juni 1998 de Verklaring inzake de fundamentele principes en rechten op het werk goed te keuren.*

*Deze verklaring is vernieuwend in die zin dat aan de Staten verplichtingen worden opgelegd alleen op basis van hun lidmaatschap van de organisatie, ongeacht of ze de zeven basisconventies al dan niet hebben bekrachtigd.*

d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective, l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire, l'abolition effective du travail des enfants, l'élimination de la discrimination en matière d'emplois et de professions.

Toutefois, l'éradication du travail des enfants doit passer par l'instauration de l'éducation scolaire obligatoire. Mais de nombreux pays du Sud ne disposent, ni des moyens budgétaires, ni des infrastructures adéquates. Le processus d'abolition du travail des enfants risque donc, malheureusement, d'être plus lent. L'OIT a adopté, le 17 juin 1999 à Genève, la Convention sur les formes inqualifiables de travail des enfants et a demandé aux États de s'engager à la ratifier le plus rapidement possible. La Belgique devrait elle aussi ratifier cette convention au plus vite. L'OIT est consciente qu'il existe, par ailleurs, des initiatives privées qui ont donné lieu à la création de codes de conduite et de labels sociaux. En novembre 1998, elle a publié un rapport sur l'ensemble des codes et labels existants. Ils sont extrêmement variés, tant en ce qui concerne leur contenu qu'en ce qui concerne les mécanismes de contrôle et les sanctions qu'ils prévoient.

Le conseil d'administration de l'époque s'est demandé s'il ne convenait pas de créer un label social global au niveau de l'OIT. Cette proposition a été rejetée par les trois quarts des délégués du conseil d'administration. Les pays en voie de développement y étaient, en effet, opposés. Ils ont demandé que l'on poursuive la réflexion en la matière.

L'OIT étudie en tout cas deux pistes intéressantes. La première consiste à former les partenaires sociaux à négocier des codes de conduite et des labels sociaux. La seconde vise à créer un mécanisme permettant de certifier non pas les produits, mais ceux qui sont chargés de la certification de ces produits; en d'autres termes, créer un label pour les contrôleurs.

L'OIT ne peut donc pas donner de réponse globale au problème, puisque ses membres estiment qu'il faut poursuivre la réflexion. La création d'un label social, sous contrôle gouvernemental puisqu'il appartient au ministre de l'Économie d'agréer les entreprises, serait une première. Une réflexion au niveau européen est évidemment nécessaire. Cette réflexion ne doit toutefois pas empêcher la Belgique de prendre des initiatives.

C'est d'ailleurs le débat sur les crédits nécessaires au département de l'Emploi et du Travail ou des Affaires sociales pour informer le consommateur, ainsi que sur les initiatives à prendre pour assurer le suivi du dossier au niveau européen, qui ont notamment conduit un membre de notre commission à rédiger une proposition de résolution qui traduirait ces remarques. Ce constat a abouti sous la forme de la résolution qui est examinée aujourd'hui en même temps que le projet de loi.

Il faut dire aussi – et je terminerai par là – que le texte initial a été amendé substantiellement. Les amendements retenus par la commission ont eu pour objectif de rendre l'utilisation du label plus attractive, de renforcer l'efficacité des mécanismes de contrôle, ainsi que de rendre plus efficient le fonctionnement du comité d'avis qui devra être mis en place. Le travail de ce dernier sera particulièrement attendu puisqu'il

*De verklaring gaat ervan uit dat de volgende fundamentele rechten absoluut geëerbiedigd moeten worden en dat dit de ontwikkeling van de internationale handel niet in de weg staat : de vrijheid van vereniging en de effectieve erkenning van het recht om collectief te onderhandelen, de afschaffing van alle vormen van dwangarbeid of verplichte arbeid, de effectieve afschaffing van kinderarbeid en de afschaffing van discriminatie op het gebied van werkgelegenheid en beroep.*

*De uitroeiing van de kinderarbeid moet gebeuren door de invoering van de schoolplicht. Vele landen uit het Zuiden hebben echter noch de middelen noch de infrastructuur om dit te verwezenlijken. De afschaffing van de kinderarbeid zal dus een proces van lange adem worden. De IAO heeft op 19 juni 1999 in Genève de Conventie over de ergste vormen van kinderarbeid goedgekeurd en de Staten gevraagd om deze zo snel mogelijk te ratificeren. Ook België zou dat onverwijld moeten doen. De IAO is zich er overigens van bewust dat er ook privé-initiatieven zijn genomen om gedragscodes en sociale labels uit te werken. In november 1998 heeft ze een verslag gepubliceerd over alle bestaande gedragscodes en labels. Ze zijn heel uiteenlopend, zowel wat de inhoud als de controle- en sanctiemechanismen betreft.*

*De toenmalige raad van bestuur heeft zich afgevraagd of de IAO geen algemeen sociaal label moest creëren. Drie vierde van de afgevaardigden van de raad van bestuur hebben het desbetreffende voorstel echter verworpen. De ontwikkelingslanden waren tegen. Ze hebben gevraagd deze materie nog verder uit te diepen.*

*De IAO bestudeert momenteel twee interessante denkpistes. De eerste bestaat erin de sociale partners over gedragscodes en sociale labels te leren onderhandelen. De tweede beoogt de uitwerking van een mechanisme waardoor niet de producten een certificaat krijgen, maar wel degenen die voor de certificering van de producten instaan, met andere woorden een label voor de controleurs.*

*De IAO heeft dus geen algemene oplossing voor het probleem, aangezien de leden vinden dat verdere bezinning nodig is. De oprichting van een sociaal label onder de controle van de regering - de minister van Economie verleent de certificaten aan de ondernemingen -, zou een primeur zijn. De discussie hierover moet uiteraard op Europees niveau plaatsvinden. Dat betekent niet dat België ondertussen geen initiatieven kan nemen.*

*Ook moet het debat worden gevoerd over de nodige fondsen voor het departement van Twerkstelling en Arbeid of van Sociale Zaken om de consument te informeren. Er moeten tevens initiatieven worden genomen opdat het dossier op het Europese niveau wordt behandeld. Een lid van onze commissie heeft dan ook voorgesteld deze opmerkingen te verwerken in een voorstel van resolutie. Die resolutie wordt vandaag tegelijk met het wetsontwerp besproken.*

*Tot besluit vermeld ik nog dat de oorspronkelijke tekst grondig gewijzigd is. De door de commissie aangenomen amendementen strekten ertoe het gebruik van het label aantrekkelijker te maken, de controlemechanismen te versterken en de werking van het op te richten adviescomité efficiënter te maken. Dat comité moet de regering de informatie verstrekken die ze nodig heeft voor haar beleid inzake de bevordering van een sociaal verantwoorde*

devra fournir au gouvernement les informations nécessaires à sa politique de promotion d'une production socialement responsable.

Enfin, je voudrais signaler que l'atmosphère de nos travaux a été particulièrement constructive, puisque le texte tel qu'amendé a finalement été adopté à l'unanimité des membres présents.

Je voudrais m'exprimer maintenant en qualité de membre du groupe PS. L'État, dans son rôle de régulateur, doit veiller à ce que la croissance soit source de développement durable pour tous les individus, ce qui implique qu'il doit veiller à concilier les aspects économique, environnemental et social.

L'augmentation de la production et le développement des échanges internationaux doivent permettre d'améliorer la situation de tous les pays ainsi que la qualité de vie de chacun.

En effet, les formes de travail, l'organisation de la production et les échanges commerciaux sont aujourd'hui en pleine mutation. Face à ces évolutions, il est indispensable d'inventer une nouvelle façon d'encadrer l'économie, de telle sorte que ces développements apportent des bénéfices à tous et ne provoquent pas de nouvelles causes d'exclusion.

Le projet de loi prévoit d'offrir aux entreprises qui le demandent et qui respectent les cinq conventions de base de l'OIT, la possibilité d'obtenir un label. Les entreprises peuvent demander d'apposer ce label sur les produits dont l'ensemble de la chaîne de production respecte les conventions de l'OIT.

Le projet de loi vise également à offrir une aide financière aux entreprises des pays en voie de développement qui respectent les conventions de base.

Si nous voulons atteindre les objectifs fixés, la participation de chacun selon ses moyens et ses compétences est indispensable.

Les entreprises doivent respecter les conventions. Les consommateurs doivent promouvoir la démarche des entreprises en achetant les produits réalisés dans le respect des travailleurs et, enfin, l'État doit adopter un mode de régulation qui favorise l'émergence de ces comportements.

Le problème de fond est celui de la pauvreté et du sous-développement. Dès lors, il faut aider les pays à développer des conditions de travail respectant les normes fondamentales et avoir recours à une stratégie incitative plutôt que punitive. Le développement du label social va exactement dans ce sens incitatif et non contraignant.

À travers le label social, notre pays joue un rôle de pionnier. Pour défricher ce terrain, il doit s'entourer des expériences existantes. L'OIT réalise actuellement un travail considérable sur la question. La campagne « Vêtements propres », « *Ethical Trading Initiative* », la norme « SA 2000 », peuvent appuyer leur crédibilité sur des expériences de terrain. Les organisations de commerce équitable ont une expérience également. La Belgique doit plaider pour l'élargissement de cette initiative aux autres pays de l'Union européenne.

Évidemment, un label n'a de sens que s'il contribue effectivement à améliorer les conditions de travail.

À cet égard, il faut d'ailleurs préciser que la production

productie.

*Onze werkzaamheden zijn in een constructieve sfeer verlopen, want de geamendeerde tekst werd door de 8 aanwezige leden uiteindelijk eenparig aangenomen.*

*Ik wil mij nu uitspreken in mijn hoedanigheid van PS-fractielid. De Staat moet ervoor zorgen dat de groei voor iedereen een bron is van duurzame ontwikkeling. Daarom moet hij de economische, milieu- en sociale aspecten verzoenen.*

*De toenemende productie en de ontwikkeling van de internationale handel moeten de situatie van alle landen en de kwaliteit van het bestaan van eenieder verbeteren.*

*Zowel de organisatie van arbeid en productie als de handelsbetrekkingen zijn volop in ontwikkeling. Daarom is het van primordiaal belang dat de economie in nieuwe banen wordt geleid, zodat iedereen voordeel haalt uit deze ontwikkelingen en ze niet leiden tot nieuwe vormen van maatschappelijke uitsluiting.*

*Het wetsontwerp bepaalt dat ondernemingen die het vragen en die de vijf basisconventies van de Internationale Arbeidsorganisatie (IAO) eerbiedigen, een label kunnen krijgen dat zij mogen aanbrengen op producten waarvan het hele productieproces aan de IAO-conventies voldoet.*

*Het wetsontwerp voorziet verder in financiële steun aan ondernemingen uit ontwikkelingslanden die de vijf basisovereenkomsten naleven.*

*Als men deze doelstellingen wil bereiken, moet eenieder er volgens eigen mogelijkheden aan meewerken.*

*De ondernemingen moeten de overeenkomsten naleven. De consumenten moeten de ondernemingen stimuleren door producten te kopen die zijn gemaakt met eerbied voor de werknemers. De staat ten slotte moet een regeling uitwerken die deze ingesteldheid bevordert.*

*De basisproblemen zijn wel degelijk armoede en onderontwikkeling. Men moet de landen dan ook helpen arbeidsomstandigheden te creëren die voldoen aan de basisnormen. Dat impliceert een strategie die veeleer gericht is op aanmoediging dan wel op bestraffing. De invoering van een sociaal label past helemaal in deze aanpak.*

*Ons land vervult via het sociaal label een pioniersrol en het moet gebruik maken van de bestaande ervaring. De IAO is op dit stuk erg actief. De campagne 'Schone kleren', het 'Ethical trading initiative' en de norm 'SA 2000' kunnen hun geloofwaardigheid staven met ervaring in de praktijk. Ook de organisaties voor eerlijke handel hebben ervaring. België moet de uitbreiding van dit initiatief tot de andere landen van de Europese Unie bepleiten.*

*Een label heeft uiteraard maar zin als het werkelijk bijdraagt tot betere arbeidsvoorwaarden.*

*Daarbij moet worden opgemerkt dat sociaal verantwoorde productie niet hetzelfde is als eerlijke handel.*

*Het opschrift van het wetsontwerp luidde aanvankelijk 'Wetsontwerp tot invoering van een label ter bevordering van een eerlijke wereldhandel'. Dit opschrift werd terecht gewijzigd omdat het voorgestelde label alleen verantwoorde productieprocessen bevordert, maar niets zegt over de*

socialement responsable n'est pas la même chose que le commerce équitable.

Le projet de loi était initialement intitulé : « proposition de loi instaurant un label en vue de promouvoir un commerce mondial équitable ». Cet intitulé a été modifié, à juste titre, pour la raison que le label proposé se limitait à promouvoir des processus de production responsable sans rien prévoir au sujet des procédés commerciaux aux moyens desquels ces produits sont mis sur le marché. Le commerce équitable et les produits socialement responsables sont deux concepts différents qui sont toutefois trop souvent confondus.

Le commerce équitable est une approche alternative du commerce international traditionnel. C'est un partenariat commercial orienté vers le développement durable des producteurs marginalisés. Cet objectif est réalisé par de meilleures conditions commerciales, la sensibilisation de tous les acteurs et des campagnes bien ciblées.

Le consommateur, par exemple, a besoin d'une information claire. Quant aux entreprises, elles ont tout intérêt à ce que l'octroi des labels se fasse en toute clarté également.

Les entreprises ont d'ailleurs été confrontées, ces dernières années, à de nombreuses initiatives et à une grande diversité de labels. Abstraction faite des remarques de fond qu'elles peuvent susciter, ces initiatives, par leur multiplicité, risquent d'hypothéquer la réalisation de leur objectif final qui est de favoriser une production socialement responsable, tant dans les pays en développement que dans les pays industrialisés.

Il ne faut pas nier cette réalité qui touche notre propre continent. La notion de « socialement responsable » doit pouvoir trouver tout son sens dans toute l'Europe aussi bien que dans le reste du monde.

Alors que la globalisation et la mondialisation de l'économie entraînent, entre autres, l'apparition d'un phénomène tel que le travail des enfants dans les pays en développement, voire dans les pays industrialisés, je constate avec étonnement que notre projet de loi ne s'inscrit dans aucune initiative internationale coordonnée, notamment européenne.

Au Parlement européen, des initiatives ont été prises dans ce domaine depuis 1994. Certaines d'entre elles ont débouché en 1998 sur un rapport, le rapport « Fassa ». Celui-ci appelait notamment tous les États membres de l'Union à plaider sans réserve, au sein de l'OIT, pour la création d'un mécanisme de contrôle du respect des droits sociaux fondamentaux.

En soi, le label pour la production socialement responsable est un minimum. Il « récompense » les entreprises qui respectent la législation internationale. Le commerce équitable dont j'ai parlé plus haut, va beaucoup plus loin. Il vise aussi à obtenir des prix plus équitables, à assurer un meilleur accès au marché et à renforcer les organisations de producteurs, entre autres au moyen d'accords de collaboration à long terme.

Le texte dont nous parlons aujourd'hui, constitue pour nous une étape significative. Je pense cependant que tous ceux qui veulent œuvrer à un progrès réel pour l'humanité dans son ensemble doivent être prêts à travailler sur le long terme.

C'est l'avis des socialistes et c'est la raison pour laquelle nous appuierons ce projet de loi.

*handelskanalen waarlangs die producten op de markt worden gebracht. Eerlijke handel en sociaal verantwoorde producten zijn twee verschillende concepten die evenwel al te vaak met elkaar worden verward.*

*Eerlijke handel is een alternatief voor de traditionele internationale handel. Het is een commercieel partnerschap dat gericht is op de duurzame ontwikkeling van gemarginaliseerde producenten. Deze doelstelling wordt bereikt via betere commerciële voorwaarden, de sensibilisering van alle actoren en doelgerichte campagnes.*

*De verbruiker heeft bijvoorbeeld nood aan duidelijke informatie. De ondernemingen van hun kant hebben er alle belang bij dat de toekenning van de labels op een doorzichtige manier gebeurt.*

*De bedrijven werden de voorbije jaren trouwens met talrijke initiatieven en een grote verscheidenheid aan labels geconfronteerd. Los van de inhoudelijke beoordeling ervan kunnen de initiatieven alleen al door hun grote aantal de verwezenlijking van hun einddoel, het bevorderen van sociaal verantwoorde productie, zowel in de ontwikkelingslanden als in de industrielanden, in gevaar brengen.*

*Men moet deze realiteit voor ons eigen continent onder ogen zien. De inhoud van de notie 'sociaal verantwoord' mag niet worden uitgehouden, niet in Europa en niet in de ontwikkelingslanden.*

*De mondialisering van de economie veroorzaakt onder meer fenomenen als kinderarbeid in de ontwikkelingslanden of zelfs in de industrielanden. Ik stel met verbazing vast dat dit ontwerp in geen enkel internationaal of Europees initiatief past.*

*Sommige van de initiatieven die sedert 1994 in het Europees parlement in deze materie werden genomen, hebben in 1998 geleid tot het verslag-Fassa dat alle lidstaten van de Unie ertoe oproept binnen de IAO zonder enig voorbehoud de oprichting van een controlemechanisme voor de naleving van de fundamentele sociale rechten te bepleiten.*

*Het sociale label is op zich een minimum. Het belooft de bedrijven die de internationale wetgeving naleven. De eerlijke handel waarover ik het daarnet had, gaat veel verder. Eerlijke handel behelst ook billijker prijzen, een betere toegang tot de markt en sterkere producentenorganisaties, onder meer via samenwerkingsakkoorden op lange termijn.*

*Deze tekst is een belangrijke stap. Ik denk nochtans dat al wie naar echte vooruitgang voor de gehele mensheid streeft, bereid moet zijn inspanningen te doen op lange termijn.*

*Dat is de mening van de socialisten en dat is ook de reden waarom wij dit ontwerp steunen.*

### **Proposition de renvoi**

*M. Michiel Maertens (AGALEV), corapporteur. – Je remercie Mme Laloy pour son exposé auquel je me rallie totalement.*

*On a fait observer que le texte montrait encore quelques imperfections juridiques. Je propose donc que le projet soit renvoyé en commission. Nous disposons encore d'environ trois semaines pour terminer nos travaux.*

*La proposition de résolution de M. Colla forme un tout avec le projet de loi puisqu'elle a le même objet. En effet, on doit prévoir des crédits, étendre le problème au niveau européen, informer les pays concernés et aider les organisations œuvrant dans le domaine de la production socialement responsable. Enfin, nous devons veiller à l'application de la loi. Adopter un bon projet de loi qui serait inapplicable n'aurait aucun sens.*

**M. le président.** – Le Sénat se prononcera cet après-midi sur la proposition de renvoi.

Nous poursuivrons nos travaux cet après-midi à 15 h.

*(La séance est levée à 10 h 30.)*

### **Excusés**

Mme Cornet d'Elzius, pour raisons de santé, M. Santkin, pour devoirs de sa charge, Mme de Bethune et M. De Grauwe, à l'étranger, et M. Ceder, pour d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la présente séance.

– **Pris pour information.**

### **Voorstel tot terugzending**

**De heer Michiel Maertens (AGALEV), corapporteur.** – Ik dank mevrouw Laloy voor haar fundamentele uiteenzetting waarbij ik mij als rapporteur volledig aansluit.

Er werd opgemerkt dat de tekst nog enkele juridische onvolkomenheden vertoont. Ik stel daarom voor het ontwerp terug te zenden naar de commissie voor nader onderzoek en de algemene bespreking uit te stellen tot over enkele weken. We hebben nog een drietal weken de tijd om de werkzaamheden te voltooien.

Het voorstel van resolutie over de sociaal verantwoorde productie van de heer Colla vormt een geheel met het wetsontwerp dat hetzelfde onderwerp betreft. Er moet immers in kredieten worden voorzien, er moet, zoals mevrouw Laloy heeft gezegd, een uitbreiding komen tot het Europese niveau, de betrokken landen moeten worden geïnformeerd en de organisaties die met sociaal verantwoorde productie bezig zijn, moeten worden geholpen. Tenslotte moet ervoor worden gezorgd dat de wet kan worden uitgevoerd. Het heeft geen zin in te stemmen met een goed wetsontwerp dat later onuitvoerbaar blijkt. Dat werd overigens tijdens de bespreking vaak opgemerkt.

Ik hoop dat in de toekomst de belangstelling voor deze belangrijke wetgeving even groot zal blijven als in de commissie.

**De voorzitter.** – De Senaat zal zich deze namiddag uitspreken over het voorstel tot terugzending.

We zetten onze werkzaamheden voort vanmiddag om 15 uur.

*(De vergadering wordt gesloten om 10.30 uur.)*

### **Berichten van verhindering**

Afwezig met bericht van verhindering: mevrouw Cornet d'Elzius, om gezondheidsredenen, de heer Santkin, wegens ambtsplichten, mevrouw de Bethune en de heer De Grauwe, in het buitenland, en de heer Ceder, wegens andere plichten.

– **Voor kennisgeving aangenomen.**